

1. Les personnes morales étrangères n'ont aucune restriction quant à leur niveau de participation à des coentreprises et elles peuvent établir des sociétés qui sont des filiales à 100 % de firmes étrangères.
2. Les personnes morales étrangères ont les mêmes droits et obligations que les Kazakhs, sauf dans certains domaines définis par les lois et les traités internationaux du Kazakhstan (par exemple les privilèges inhérents aux zones économiques franches et les exonérations fiscales temporaires — voir ci-après).
3. L'investissement étranger est autorisé dans toute sphère d'activité économique, à l'exception de la production de biens ayant une incidence militaire directe.
4. Les profits résultant de coentreprises sont frappés d'un impôt de 25 %. Toutefois, exception faite des industries de la pêche et des ressources naturelles, les coentreprises sont exonérées d'impôts sur les profits réalisés les deux premières années de production rentable. Les coentreprises dans les secteurs des biens de consommation, du développement agricole, de la biotechnologie, de l'électronique et de l'industrie du cuivre bénéficient d'un congé fiscal durant cinq ans et d'une réduction de 50 % des impôts applicables aux profits pour une période additionnelle de cinq ans.
5. La nationalisation de la propriété étrangère est prohibée.

Pour impressionnant et libéral qu'il soit, cet ensemble de textes législatifs ne cadre que partiellement avec la réalité économique. Il reste encore beaucoup à faire au niveau de la répartition constitutionnelle des pouvoirs entre le gouvernement central et les autres paliers de gouvernement. Les projets peuvent être annulés ou retardés aux niveaux national, régional et local, et ils le sont effectivement. Le pouvoir décisionnel semble attribué de façon informelle aux titulaires des charges, de sorte que les étrangers ne savent trop qui a vraiment le dernier mot. Les institutions officielles fonctionnent en parallèle avec des réseaux officieux d'influence et l'interaction des familles et des clans, et peut-être leur importance est-elle éclipsée par eux. Par conséquent, si le régime d'investissement peut paraître fort libéral sur papier, il reste que pour assurer le succès d'une coentreprise, il faut s'armer de patience et chercher à savoir de quoi il retourne vraiment.

Cela dit, il y a un certain ordre même si, pour l'essentiel, il n'est pas formel. Ici comme ailleurs en Asie centrale, la structure clanique et le favoritisme hérités de l'époque soviétique demeurent intacts, contrairement à ce qui se passe en Russie.